ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 13 mai 1966, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur la transformation des sociétés", a donné le 7 juin 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 13e mei 1966 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op de omvorming van vennootschappen", heeft de 7e juni 1966 het volgend advies gegeven :

Le projet a pour but d'introduire dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales une section VIII portant l'intitulé suivant : "De la transformation des sociétés".

Cette section comprendra les articles 165 à 174. Elle comblera ainsi le vide créé dans ces lois coordonnées par la loi du 14 mars 1962. Celle-ci a, en effet, abrogé la section VIII et les articles 165 à 174 relatifs aux unions du crédit.

L'exposé des motifs indique très clairement l'objet du projet et en commente dans le détail les diverses dispositions.

INTITULE.

Il conviendrait de faire apparaître dans l'intitulé que le projet modifie expressément les lois existantes. Cet intitulé pourrait être rédigé comme suit :

"Projet de loi modifiant, en ce qui concerne la transformation des sociétés, les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935".

Article 1er.

Le début de l'article 1er serait mieux rédigé de la façon suivante :

.../...

"Article 1er.-

Les articles 165 à 174 formant la section VIII des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, abrogés par la loi du 14 mars 1962, sont rétablis dans la rédaction et sous l'intitulé suivants : "Section VIII - De la transformation des sociétés".

Article 166.

Suivant le texte de l'article 166, alinéa 2, en projet, la transformation d'une société en nom collectif "est décidée sur base d'un état résumant la situation active et passive de la société". Or, il résulte de l'article 170 nouveau que la décision définitive au sujet de la transformation ne pourra être prise qu' après le dépôt du rapport du reviseur d'entreprises. En conséquence, il conviendrait, au début de l'alinéa 2 de l'article 166, de remplacer les mots "sur base" par les mots "après établissement".

En ce qui concerne le reviseur d'entreprises prévu par cet article, il faut déduire du texte que, sauf disposition contraire des statuts, il devra être choisi à l'unanimité.

La dernière phrase de l'article 166, alinéa 2, est rédigée comme suit :

"Si l'actif social net est inférieur à la valeur des apports exprimés dans l'état précité, le rapport mentionnera en conclusion le montant de la différence".

.../...

La comparaison qui y est prescrite entre "l'actif social net" et "la valeur des apports exprimés dans l'état précité" peut donner lieu à une double difficulté. D'une part, l'état de la situation active et passive de la société en nom collectif ne comporte pas nécessairement un poste relatif à la valeur des apports. D'autre part, même si les sociétés acceptent de voir dans ce membre de phrase une invitation à mentionner la valeur des apports dans l'état, il n'est pas dit à quel moment elles doivent se placer pour faire cette évaluation. Dès lors, il paraît préférable de prendre comme second terme de la comparaison "le capital social" de la société après transformation, ce qui suppose que l'état en fasse mention de manière à permettre au reviseur d'en avoir connaissance.

En conséquence le Conseil d'Etat propose pour l'article 166, alinéa 2, le texte suivant :

"Elle est décidée après établissement d'un état résumant la situation active et passive de la société, arrêté à une date ne remontant pas à plus de trois mois et indiquant quel sera le capital social de la société après sa transformation.

Un reviseur d'entreprises désigné par les associés fait rapport sur cet état et indique notamment s'il traduit d'une manière complète, fidèle et correcte la situation de la société. Si l'actif social net est inférieur à la valeur du capital social de la société après transformation, le rapport mentionne en conclusion le montant de la différence".

.../...

Article 167._

1. La dernière phrase de l'alinéa 1er est rédigée comme suit :

"Si l'actif social est inférieur au fonds de commandite ou au capital social exprimé dans l'état précité, le rapport mentionnera en conclusion le montant de la différence".

Les mots "fonds de commandite" ont vraisemblablement été insérés en considération des sociétés en commandite simple, pour lesquelles, en effet, il est parfois fait usage, dans la pratique, de ces mots en lieu et place de "capital social".

Il ne paraît pas opportun de consacrer cette pratique, qui ne trouve de fondement ni dans la loi, ni dans la doctrine, ni dans la jurisprudence.

A l'inverse, la doctrine et la jurisprudence font régulièrement usage des mots "capital" ou "capital social" à propos des sociétés en commandite simple (NAMUR, le Code de commerce belge, n° 909, GUILLERY, Des Sociétés commerciales en Belgique, t. II, pp. 59, 70 à 88, avec citations des travaux parlementaires et des interventions de PIRMEZ et de BARA; Répertoire pratique du droit belge, V° Société à forme dite commerciale (en général), n° 190, V° Société en commandite simple, n° 11; Pandectes belges, V° Société en commandite simple, n° 78, FREDERICQ, Traité de droit commercial belge, t. IV, n°s 180 et 187; VAN RYN, Principes de droit commercial, t. Ier, n°s 439 et 441; Bruxelles, 13 juillet 1865, Pas. 1865, 2,300; Comm. Liège, 15 avril 1907, J.T. 1907, p. 554; sur la

.../...

notion de capital social en général cfr. Pandectes belges, V° Société en général n° 107; VAN RYN, ibid. n°s 310, 334 et 335).

Il y a donc lieu de supprimer les mots "au fonds de commandite ou".

2. A l'alinéa 2, les mots "selon le cas" et "ou le projet de statuts nouveaux" sont superflus. Puisqu'en l'espèce la société continue d'exister après sa transformation, les statuts "nouveaux" seront toujours le résultat d'une modification des statuts existants.

Article 168.

L'article 168 en projet appelle les observations suivantes :

1. Au § 1er, alinéa 1er, in fine, il conviendrait d'écrire "décidée par l'assemblée générale des associés, aux conditions de présence et de majorité fixées par l'article 70bis, alinéas 3, 5 et 6".

2. Au § 3, les mots "les dispositions de l'article 71 A, à l'exception des alinéas 2 et 3, 1°, sont d'application" devraient être remplacés par les mots "les dispositions de l'article 71, A, à l'exception de l'alinéa 2 et du 1° de l'alinéa 3, sont applicables".

Au même § 3 in fine, au lieu de "prévues aux alinéas 3, 5 et 6 de l'article 70bis", il conviendrait, comme à l'article 168, § 1er, d'écrire "fixées par l'article 70bis, alinéas 3, 5 et 6 ".

.../...

3. Au § 4, alinéa 3, il conviendrait de remplacer les mots "l'alinéa 4 de l'article 70bis est d'application" par les mots "les dispositions de l'article 70bis", alinéa 4, sont applicables".

4. Le § 5, alinéa 1er, appelle une observation relative aux statuts de sociétés antérieurs à l'entrée en vigueur de la loi en projet. Cette observation sera formulée ci-après à l'occasion de l'examen de l'article 3.

A l'alinéa 2 du même paragraphe, il y aurait lieu de compléter les mots "la cession des parts" par les mots "ou actions", si l'intention du Gouvernement est d'étendre la règle qui y est contenue à des sociétés autres que les sociétés de personnes.

Article 169.

La loi du 6 janvier 1958 a dérogé, une première fois, par des dispositions permanentes au principe de l'intangibilité des éléments essentiels de la société, en autorisant, sous certaines conditions, la modification de l'objet social. Pressé par l'urgence des circonstances économiques du moment, le législateur ne put édifier une réglementation valable pour toutes les sociétés et limita cette autorisation à trois types de sociétés : la société anonyme (articles 70 et 70bis), la société en commandite par actions (article 107) et la société de personnes à responsabilité limitée (article 136). Il en résulte que, dans l'état actuel de la législation, pour toutes les sociétés

.../...

constituées sous une autre forme, une modification proprement dite de l'objet social, même décidée à l'unanimité des associés comme il serait d'ailleurs requis, implique dissolution de la société et constitution d'une société nouvelle.

Le projet, qui apporte une seconde dérogation au même principe de l'intangibilité des éléments essentiels, présente le mérite de régler la matière de la transformation de société pour toutes les formes de sociétés prévues à l'article 2 des lois coordonnées.

Il est justifié, dans l'exposé des motifs, par l'impérieuse nécessité de permettre à des sociétés autres que par actions, de recueillir dans le public investisseur des capitaux nécessaires, ou de se transformer en sociétés anonymes pour bénéficier éventuellement d'une prise de participation de la Société nationale d'investissement.

Ces nécessités économiques risquent cependant de ne pas pouvoir être satisfaites, dans certains cas, sans modification de l'objet social. D'une part, une transformation en société anonyme, en commandite par actions ou en société de personnes à responsabilité limitée, exigera, en droit, "la désignation précise de l'objet de l'entreprise" (article 30, 1°, modifié par la loi du 6 janvier 1958, article 107 et article 121 modifié par la loi du 30 juin 1961), ce qui conduira sans doute maintes sociétés d'un autre type à des restrictions de leur objet, constitutives de modification de celui-ci. D'autre part, en fait, les prises de participation recherchées du public, ou de la Société nationale d'investissement - souvent jumelées à des buts d'extension d'activités ou de reconversion totale ou partielle de celles-ci, voire à des possibilités ultérieures de fusion -

.../...

rencontreront sans doute fréquemment, de la part des investisseurs, des exigences préalables relatives à des limitations ou à des extensions de l'objet statutaire. Or, comme il a été dit, les sociétés en nom collectif, en commandite simple et coopératives ne peuvent, dans l'état actuel de la loi, modifier, même à l'unanimité, leur objet social sans dissolution et constitution d'une société nouvelle, avec tous les inconvénients dont l'exposé des motifs signale qu'ils sont parfois insurmontables en pratique. Cela revient à dire que la transformation organisée par le projet ne serait d'aucune utilité pour les sociétés placées dans cette situation, puisque, selon l'exposé des motifs, la transformation se limite à la forme "sans qu'il soit touché à cette occasion à la consistance du patrimoine, au montant des apports ou du capital, au nombre des associés, ni à la durée de la société" et, doit-on ajouter, à son objet statutaire.

On peut, dès lors, se demander s'il ne serait pas indiqué, pour atteindre pleinement, et dès à présent, les buts économiques poursuivis par le projet, de régler simultanément la transformation des sociétés et les conditions de modification de l'objet social à l'égard de toutes les sociétés pour lesquelles, pressé par les exigences de l'époque, le législateur de 1958 n'a pas organisé la possibilité d'une telle modification.

Si le Gouvernement estimait que l'urgence du projet ne lui permet pas de s'engager dans cette voie, il serait aisé de rendre possible, sans délai,

.../...

rencontreront sans doute fréquemment, de la part des investisseurs, des exigences préalables relatives à des limitations ou à des extensions de l'objet statutaire. Or, comme il a été dit, les sociétés en nom collectif, en commandite simple et coopératives ne peuvent, dans l'état actuel de la loi, modifier, même à l'unanimité, leur objet social sans dissolution et constitution d'une société nouvelle, avec tous les inconvénients dont l'exposé des motifs signale qu'ils sont parfois insurmontables en pratique. Cela revient à dire que la transformation organisée par le projet ne serait d'aucune utilité pour les sociétés placées dans cette situation, puisque, selon l'exposé des motifs, la transformation se limite à la forme "sans qu'il soit touché à cette occasion à la consistance du patrimoine, au montant des apports ou du capital, au nombre des associés, ni à la durée de la société" et, doit-on ajouter, à son objet statutaire.

On peut, dès lors, se demander s'il ne serait pas indiqué, pour atteindre pleinement, et dès à présent, les buts économiques poursuivis par le projet, de régler simultanément la transformation des sociétés et les conditions de modification de l'objet social à l'égard de toutes les sociétés pour lesquelles, pressé par les exigences de l'époque, le législateur de 1958 n'a pas organisé la possibilité d'une telle modification.

Si le Gouvernement estimait que l'urgence du projet ne lui permet pas de s'engager dans cette voie, il serait aisé de rendre possible, sans délai,

.../...

Il conviendrait, dans chacun des trois alinéas, d'exclure également l'application de l'article 30, 5°, selon lequel l'acte de société doit indiquer les conditions auxquelles est subordonnée la réalisation des droits apportés en option.

Selon l'exposé des motifs, l'article 171 nouveau vise à éviter toute incertitude. L'exposé des motifs déclare :

> "A contrario il emporte que toutes les autres conditions et règles de fond qui régissent la forme de société adoptée doivent être remplies. Ainsi, par exemple, une transformation en société anonyme ne sera possible que s'il y a sept associés au moins (article 29)".

A un autre endroit, l'exposé des motifs précise :

> "Dans l'économie du projet la transformation est une modification de la seule forme juridique de la société avec les adaptations que cette transformation requiert en raison du statut adopté, mais sans qu'il soit touché à cette occasion à la consistance du patrimoine, au montant des apports ou du capital, au nombre d'associés ni à la durée de la société".

Il en ressort que toutes les conditions de fond qui sont requises pour la validité de la société dans sa nouvelle forme devront être réalisées avant la transformation, c'est-à-dire à un moment où la société possède encore sa forme originaire. Ainsi, par exemple, lorsque les associés d'une société de personnes à responsabilité limitée compprtant trois membres désirent

.../...

que la société acquière la forme d'une société anonyme qui, aux termes des lois coordonnées, doit comporter sept associés, il y aura lieu de compléter le nombre des associés de la société de personnes à responsabilité limitée par quatre nouveaux membres avant de procéder à la transformation.

Il suffit d'ailleurs que les modifications éventuellement nécessaires aient lieu immédiatement avant la décision de transformation, fût-ce au cours de la même séance.

Article 172.

1. Le projet se réfère à la nullité dérivant de l'inobservation des divers articles des lois coordonnées, et notamment de l'inobservation de l'article 29, 1°, relatif au nombre minimum des associés lors de la constitution des sociétés anonymes.

Il est unanimement admis que l'inobservation des conditions énoncées au 1° de l'article 29 n'entraîne pas la nullité de la société ainsi constituée, mais seulement la responsabilité des fondateurs (ou des administrateurs en cas d'augmentation de capital), telle qu'elle est organisée par l'article 35 (VAN RYN, I, n°s 492 et 498; FREDERICQ, IV, n°s 291 et 292; Rép. prat. Dr. belge, V°, Sociétés anonymes, n°s 346 et 347); en l'espèce, ils seront tenus solidairement de tous les engagements sociaux contractés jusqu'à ce que la société ait sept membres au moins (article 35, 1°).

.../...

S'il convient de prévoir une sanction pour le cas où une société se transformerait en société anonyme ou en commandite par actions alors qu'elle ne compte pas sept associés, cette sanction pourrait être la même que celle prévue par l'article 35, 1°, et qui, lorsque la loi du 22 mai 1886 la substitua à la nullité comminée par la loi du 18 mai 1873, fut justifiée par la volonté du législateur que des associés en nombre insuffisant ne puissent, en adoptant l'anonymat, substituer à une responsabilité personnelle et solidaire qui aurait été la leur, une responsabilité limitée à leur mise (FREDERICQ, IV, n° 292, Rép. prat. Dr.belge, V°, Sociétés anonymes, n° 346).

Le texte proposé ci-après tient compte de cette observation.

2. L'article 172 se réfère en cas d'inobservation de l'article 170, alinéa 1er (nécessité d'un acte authentique) à la nullité de la transformation, prévue par cet alinéa.

Mais il considère qu'il y aurait également nullité en cas d'inobservation de l'article 170, alinéa 2 (reproduction, dans l'acte, de la conclusion du rapport établi par le reviseur), alors que cette disposition ne prévoit pas pareille nullité.

On peut se demander si cette nullité correspond aux intentions du Gouvernement.

.../...

Si la transformation de la société ne peut s'interpréter comme un apport fait par une société à une autre, le projet "a toutefois organisé une procédure de vérification inspirée de la loi du 30 juin 1961... pour assurer la parfaite clarté de la situation de la société dans son ensemble au moment de la transformation" et cela dans l'intérêt tant des associés que "des tiers qui pourront connaître par la publication de l'acte de transformation la consistance de l'avoir social ou du capital" (exposé des motifs).

En fait, la transformation comme telle ne touche pas à la consistance du patrimoine social et n'est donc pas appelée à modifier, en valeur, l'importance des droits que les associés possèdent, au moment de la transformation, dans l'avoir social (cfr L. DABIN, étude Rev. prat. soc. 1962, pp. 135-136). L'état résumant la situation active et passive, et vérifié par un reviseur, est sans doute pour ces associés un élément utile d'information, mais il assure plus particulièrement la protection des tiers qui seraient amenés, après la transformation, à traiter avec la société ou à acquérir des droits sociaux, spécialement dans le cas où l'actif social net serait inférieur au capital exprimé dans l'état. Dans ce cas, le rapport devra mentionner le montant de la différence en sa conclusion (articles 166, alinéa 2, et 167, alinéa 1er), que l'acte authentique devra reproduire (article 170, alinéa 2) et que la publication de cet acte portera à la connaissance des tiers (article 170, alinéa 3).

.../...

La loi du 30 juin 1961, qui concerne la vérification des apports en nature et dont le projet s'inspire, a effectivement institué des règles semblables pour la constitution et l'augmentation de capital des sociétés anonymes (articles 29bis, 30, 2°, et 34 des lois coordonnées) ou des sociétés en commandite par actions (article 107). Elle a également prescrit la reproduction, dans l'acte, des conclusions du rapport du reviseur (articles 30, 2°, et 34, alinéa 1er). Mais elle n'a pas édicté de nullité pour l'absence de cette dernière indication dans l'acte; elle n'a consacré, à cet égard, comme à l'égard des autres énonciations prescrites par les articles 30 et 34, que la responsabilité des fondateurs ou des administrateurs (article 35, 4°, modifié par la loi du 30 juin 1961; RAUCQ, Le nouveau régime des apports en nature, Rev. prat. not. 1962, pages 9, 15, 23 et 24).

Indépendamment du fait que le rapport du reviseur reçoit une publicité intégrale par voie de dépôt au greffe (article 10, dernier alinéa) - selon un procédé que suit d'ailleurs aussi l'article 170, alinéa 4, du projet -, le législateur de 1961, pour ne pas prononcer la nullité dans le cas envisagé, a sans doute retenu la considération, inspiratrice de l'article 35 tout entier, que la nullité serait, en l'espèce, comme il arrive souvent, un remède pire que le mal.

Mais cette considération vaut aussi bien pour la transformation de la société. Supposons qu'une société dont les associés n'ont qu'une responsabilité limitée à leur mise, se transforme, par exemple en société anonyme et

que l'acte indique un capital en fait supérieur à son actif net sans reproduire la conclusion du rapport du reviseur mentionnant la différence. Quel avantage les tiers qui auront ensuite traité avec cette société trouveront-ils dans une nullité qui troublera sans doute maintes relations juridiques, mais qui replacera ces tiers devant une société sous sa forme antérieure, dont l'actif ne deviendra pas plus élevé et dont les associés ne seront toujours soumis qu'à une responsabilité limitée à leur mise ? Il est assurément plus avantageux pour ces tiers de disposer d'une action contre les gérants ou administrateurs solidairement. Et s'il s'agit d'une société dont tout ou partie des associés sont solidairement garants, et qui se transformerait en société anonyme, l'intérêt que la nullité procurerait aux tiers de pouvoir se réclamer de cette garantie, se trouve pratiquement remplacé par la responsabilité solidaire que l'article 172 fait précisément peser sur les associés en nom collectif et les commandités.

La nullité que le projet consacre pour inobservation de l'article 170, alinéa 2, n'est donc pas en harmonie avec la solution consacrée par la loi du 30 juin 1961, dont le projet a voulu cependant s'inspirer, alors que les raisons de décider paraissent identiques dans les deux cas et que la nullité ne semble pas plus opportune pour la transformation que pour la constitution. Il est donc suggéré d'abandonner cette nullité.

3. L'article 172, en son dernier membre de phrase, dispose :

> "soit de l'absence ou de la fausseté des énonciations prescrites par les articles 30, à l'exception des litteras 2° et 4°, et 121".

.../...

Pour les raisons exposées sous l'article 171, il y aurait lieu d'écrire : "à l'exception des dispositions sous 2° à 5°".

La référence à l'article 121 des lois coordonnées aura pour résultat qu'en ce qui concerne les sociétés de personnes à responsabilité limitée, les gérants seront responsables de l'absence ou de la fausseté des énonciations prescrites par l'article 30, y compris de celles prévues aux 2°, 3°, 4° et 5°. En effet, l'article 121 dispose que l'acte de société contiendra les diverses énonciations prescrites à l'article 30, à l'exception de ce qui est dit du rapport du reviseur d'entreprises.

Le régime pénal applicable aux gérants des sociétés de personnes à responsabilité limitée devrait être le même que celui auquel sont soumis les gérants ou administrateurs des autres formes de société.

En fonction des observations qui précèdent, l'article 172 pourrait être rédigé comme suit :

"Article 172. Les associés en nom collectif, les associés commandités, les gérants ou administrateurs de la société qui se transforme sont tenus solidairement envers les intéressés, malgré toute stipulation contraire :

1° de tous les engagements contractés depuis sa transformation en société anonyme ou en commandite par actions jusqu'à ce que la société ait sept membres au moins;

2° de la réparation du préjudice qui est une suite immédiate et directe soit de la nullité dérivant de l'inobservation des articles 118, 119, 143, alinéa 2, 144 et 170, alinéa 1er, soit de l'absence ou de la fausseté des énonciations prescrites par l'article 30, à l'exception des 2° à 5°, par l'article 121, sous réserve de la même exception, et par l'article 170, alinéa 2".

.../...

Article 174.-

Cet article règle le cas de la société en nom collectif dont les statuts prévoient qu'en cas de décès d'un associé la société continuera avec ses ayants cause ou certains d'entre eux lesquels auront la qualité de commanditaire.

L'alinéa 2 est rédigé comme suit :

"La transformation est actée et publiée conformément aux articles 7 et 10".

Il ressort de cet alinéa qu'un acte est nécessaire pour constater la transformation de la société en nom collectif en société en commandite simple. Cette transformation pourra être constatée dans un acte sous seing privé ou dans un acte authentique conformément à l'article 4 des lois coordonnées. En effet, l'application de l'article 170 nouveau, selon lequel toute transformation est à peine de nullité constatée par un acte authentique, est exclue par l'article 174, alinéa 1er.

La rédaction de l'article 174, alinéa 2, devrait être améliorée. Le texte ci-après est proposé :

"La transformation est constatée soit par un acte authentique soit par un acte sous seing privé qui est publié de la manière prévue aux articles 7, a, et 10".

+

+ . +

.../...

Article 2.

L'alinéa 2 de l'article 2 est rédigé comme suit :

"A l'article 201, 3°bis, les mots "à l'article 34" sont remplacés par les mots "aux articles 34, 166 et 167".°

L'article 201, 3°bis, se présenterait donc de la manière suivante :

"Article 201. Seront punis de la même peine :

3°bis. Les gérants ou administrateurs qui n'auront pas présenté le rapport spécial accompagné du rapport du commissaire reviseur ou du reviseur d'entreprises comme il est prévu aux articles 34, 166 et 167".

L'article 166 nouveau est relatif à la transformation des sociétés en nom collectif. Cette transformation ne nécessite pas un rapport rédigé par les associés mais un simple état résumant la situation active et passive. Pour établir la concordance entre l'article 166 nouveau et la disposition pénale prévue à l'article 201, il y aurait lieu d'insérer dans ce dernier article un 3°ter.

En conséquence, le Conseil d'Etat propose la rédaction suivante pour l'article 2 :

.../...

"Article 2.-

A l'article 201 des mêmes lois coordonnées, sont apportées les modifications suivantes :

A. Au 3°, les mots "et 199" sont remplacés par les mots "170, alinéa 2, et 199".

B. Au 3°bis, inséré par la loi du 30 juillet 1961, les mots "à l'article 34" sont remplacés par les mots "aux articles 34 et 167".

C. Il est inséré un 3°ter rédigé comme suit :

"3°ter. Les associés d'une société en nom collectif qui n'auront pas rédigé un état résumant la situation active et passive de la société et qui n'auront pas désigné un reviseur d'entreprises comme il est prévu à l'article 166".

Article 3.

Aux termes de l'article 168, § 5, la transformation requiert, en tout cas, l'accord unanime des associés si les statuts prévoient que la société ne pourra adopter une autre forme, et une telle clause des statuts ne pourra être modifiée que dans les mêmes conditions.

.../...

L'exposé des motifs commente cette disposition comme suit :

> "L'accord unanime des associés est également requis si les statuts prévoient que la société ne peut adopter une autre forme. De telles clauses ne se rencontrent guère actuellement. Il n'est toutefois pas exclu que les dispositions nouvelles prévues par le présent projet conduisent les fondateurs, ou les associés par modification ultérieure du pacte social, à prévoir une telle interdiction. Celle-ci peut d'ailleurs être entièrement justifiée dans certains cas.
>
> Or, si la faculté pour une société d'adopter une autre forme est de droit même dans le silence des statuts, il n'y a pas, semble-t-il, de motifs suffisants pour, comme en matière d'unification de titres, rendre inopérante une disposition statutaire interdisant une telle décision. Celle-ci restera possible, mais seulement de l'accord unanime des associés".

Cette justification se comprend, et elle est d'ailleurs exposée, pour les clauses d'interdiction de transformation qui seraient insérées dans les statuts après l'entrée en vigueur de la loi. En pareil cas, en pleine conscience de la possibilité de transformation que la loi offre désormais, les associés auront manifesté leur volonté d'écarter cette possibilité et cette volonté sera respectée, sauf accord unanime des associés.

Par contre, les clauses interdisant la transformation et qui figureraient dans des statuts établis avant l'entrée en vigueur de la loi, ne se prêtent guère au même raisonnement et l'application de l'article 168, § 5, en ce cas, empêcherait la loi de répondre au but économique impérieux que le Gouvernement entend poursuivre.

.../...

En fait, de telles clauses étaient jusqu'à présent sans aucune utilité pratique, puisque même en leur absence dans le système de la doctrine et de la jurisprudence belges, une modification de la forme de la société n'était point possible par voie de modification aux statuts et que, fût-elle décidée à l'unanimité, comme il aurait donc été requis, elle aurait impliqué dissolution de la société et reconstitution de celle-ci en une société nouvelle.

Cependant, il n'est nullement certain que "de telles clauses ne se rencontrent guère actuellement".

A côté d'une pratique de "statuts en forme simplifiée", le monde notarial et des affaires connaît aussi la pratique des statuts "longs" ou "complets" reproduisant, en stipulations statutaires, de nombreux textes ou commentaires des lois sur les sociétés, pour mettre à la disposition des associés et administrateurs une sorte de "vade-mecum" de leurs droits et obligations.

Dans ce second cas, il est vraisemblable que, suivant la suggestion de plusieurs formulaires, de nombreux statuts ont, par référence à l'ancien article 70 des lois sur les sociétés, disposé expressément que "l'assemblée a le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société" (voyez par exemple, SCHICKS, Code-formulaire de la pratique notariale; 3e édition, page 571, article 3, pour une société anonyme; page 627, article 27,pour une société de personnes à responsabilité limitée; et page 641, article 29;pour une coopérative; VAN HOUTTE et RENS, Formulierboek voor notarissen, page 676, article 36, WAUWERMANS, 7e édition, page 778, article 33; STAESENS et CORNELIS, Formulaire d'actes notariés, 2e édition, page 942,

.../...

article 25; PASSELECQ, Sociétés commerciales, dans Novelles, Droit commercial, III, p. 976, article 32; FREDERICQ, VI, page 1581, article 31). Il y a lieu de considérer qu'à l'époque, une telle clause avait sans doute la portée qui était généralement donnée à l'article 70, dont elle reprenait le texte, et qui est exposée comme suit par la Commission pour la révision des lois sur les sociétés dans un avis annexé au rapport de la Commission de la Justice de la Chambre des Représentants avant le vote de la loi du 6 janvier 1958 :

> "Les mots "mais sans pouvoir changer l'objet essentiel de la société" que contient le deuxième alinéa de l'article 70 des lois coordonnées et qu'il est proposé de supprimer, empêchent actuellement qu'une modification soit apportée non seulement à l'"objet essentiel", mais également, selon une doctrine et une jurisprudence établies, à la forme et à la nationalité de la société" (Doc. parl. Ch. Repr. 1956-1957, n° 641-2, page 7).

Après la loi du 6 janvier 1958, qui modifia l'article 70 pour permettre la modification de l'objet social aux conditions de l'article 70bis, des commentateurs de cette loi ont, à nouveau, suggéré aux notaires de rappeler dans les statuts les articles 70 et 70bis nouveaux, le premier interdisant, expressément cette fois, la modification des "éléments essentiels" de la société, notamment de sa forme (NICE et ANSPACH, Ann. not. 1958, page 47, dernier alinéa) et il est à penser que certains notaires auront suivi ce conseil.

Souvent même, une des clauses finales de l'acte porte que "les parties entendent se conformer entièrement aux lois sur les sociétés commerciales; en conséquence, les dispositions de ces lois auxquelles il ne serait pas

licitement dérogé sont réputées inscrites au présent acte" (cfr. SCHICKS, op. cit. 3e édit. par BAUGNIET, p. 580, article 55; STAESENS et CORNELIS, page 948, article 44 pour une société anonyme et page 1017, article 12, pour une société de personnes à responsabilité limitée). On pourrait soutenir que, prises à la lettre, de telles clauses incorporent aux statuts les dispositions légales, donc l'article 70, qui deviennent des stipulations statutaires.

Dans la conception même de l'article 70 des lois sur les sociétés, le pouvoir accordé à l'assemblée générale de certaines sociétés de modifier les statuts à certaines conditions de présence et de majorité, n'est consacré par la loi que par interprétation de l'intention probable des auteurs des statuts (VAN RYN, I, n°s 794 et 795), d'où la possibilité pour les statuts de limiter ce pouvoir.

L'article 168, § 5, consacre cette conception dans son principe et l'article 3 du projet l'applique en complétant l'article 70, alinéa 2, qui disposera, à propos de la société anonyme :

"Elle (l'assemblée générale) a, sauf disposition contraire, le droit d'apporter des modifications aux statuts, mais sans pouvoir changer l'un des éléments essentiels de la société, à l'exception de ce qui est dit de l'objet social à l'article 70bis et de la transformation des sociétés à la section VIII".

Ce texte sera applicable à la société en commandite par actions (article 107) et à la société de personnes à responsabilité limitée (article 136).

..

En vertu de ces dispositions, les clauses pré-rappelées figurant actuellement dans les statuts de nombreuses sociétés, comme celles qui y seraient insérées après l'entrée en vigueur de la loi, - l'exposé des motifs les plaçant d'ailleurs sur le même pied - , ne permettront donc la transformation, au sens du projet, de ces sociétés qu'après revision de cette clause de l'accord unanime des associés.

Il est certain que cette unanimité ne pourra être réunie dans les sociétés anonymes, en commandite par actions ou coopératives où une assez large diffusion des actions ou parts peut rendre difficile voire impossible dans certains cas la réunion à l'assemblée de la moitié des voix attachées aux titres en circulation (1), et a fortiori de la totalité des voix.

De toute manière, le droit de veto reconnu ainsi à chaque associé - si minime que soit sa participation - lui permettrait de faire obstacle à une solution souhaitable dans l'intérêt social, ou de se faire payer abusivement son consentement.

Les clauses figurant actuellement dans les statuts et interdisant la modification de forme de la société, pour statutaires qu'elles soient, auront donc pour effet, dans le système du projet, que la transformation de sociétés sera rendue impossible dans de nombreux cas, alors que l'intention du Gouvernement est de la favoriser dans toute la mesure possible.

.../...

(1) Exposé des motifs, commentaire de l'article 168, § 4, alinéa 3.

Or, comme il a été dit, ces clauses n'ont eu, en fait, d'autre mobile que de constater et rappeler une interdiction qui, dans l'état actuel de la législation, s'imposait de toute manière aux associés, et nullement de traduire la volonté d'écarter une possibilité de transformation, que cette législation ne comportait pas, mais qu'une législation ultérieure autoriserait à des conditions au reste rigoureuses.

Compte tenu de ces conditions, il n'y aurait rien d'excessif, semble-t-il, à écarter, par une disposition expresse, les objections que les clauses prérappelées, stipulées avant l'entrée en vigueur de la loi en projet, pourraient constituer à l'application de celle-ci.

Si le Gouvernement se rallie à ce point de vue, il pourrait être ajouté au projet une disposition transitoire, rédigée comme suit :

"Article ... -

Par dérogation à l'article 1er, dans la mesure où il introduit un article 168, § 5, dans les mêmes lois coordonnées, et à l'article 3 (article 2 dans le numérotage proposé plus loin), toute société pourra se transformer aux conditions de la présente loi, nonobstant toute clause statutaire lui interdisant l'adoption d'une autre forme juridique et qui serait antérieure à l'entrée en vigueur de cette loi".

+

+ +

.../....

Les lois coordonnées sur les sociétés commerciales comprennent un article 218 rédigé comme suit :

"Article 218. Pendant un délai de deux ans à dater de la promulgation de la présente loi, les sociétés constituées antérieurement à la présente loi pourront se transformer en société de personnes à responsabilité limitée, sous réserve des droits des tiers.

La décision sera valable moyennant l'adhésion des associés possédant les 3/5èmes des parts et intérêts sociaux".

Cette disposition n'est plus susceptible d'application et a, en conséquence, perdu tout intérêt; elle devrait être abrogée.

Le Gouvernement appréciera s'il n'y aurait pas lieu de prévoir également l'abrogation de la loi du 27 décembre 1949 relative à la transformation des banques constituées sous forme d'union du crédit ou de société coopérative.

\+

\+ +

Le Conseil d'Etat propose d'observer l'ordre ci-après pour les articles 2 et suivants du projet :

"Article 2.-

L'article 70, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, modifié par la loi du 6 janvier 1958, est complété par la disposition suivante :

"et de ce qui est dit de la transformation des sociétés à la section VIII".

.../...

Article 3.-

L'article 107 des mêmes lois coordonnées est complété comme suit :

"ou de celles qui résultent de la section VIII".

Article 4.-

... (texte proposé ci-dessus pour l'article 2 du projet) ...

Article 5.-

... (texte de la disposition transitoire proposée à l'occasion de l'examen de l'article 3 du projet) ...

Article 6.-

L'article 218 des mêmes lois coordonnées est abrogé".

Het ontwerp heeft tot doel, in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen een afdeling VIII "Omvorming van vennootschappen" in te voegen.

Die afdeling bestrijkt de artikelen 165 tot 174 die in de gecoördineerde wetten open gekomen waren nadat de wet van 14 maart 1962, afdeling VIII, met de artikelen 165 tot 174 betreffende de kredietverenigingen had opgeheven.

De memorie van toelichting geeft het doel van het ontwerp zeer duidelijk aan en bespreekt omstandig zijn bepalingen.

OPSCHRIFT.

In het opschrift dient tot uiting te komen, dat het ontwerp de bestaande wetten uitdrukkelijk wijzigt. Het kan als volgt worden gelezen :

"Ontwerp van wet tot wijziging, wat de omvorming van vennootschappen betreft, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935".

Artikel 1.

Het begin van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 1.-

De door de wet van 14 maart 1962 opgeheven artikelen 165 tot 174, die afdeling VIII van de op 30 november 1935 gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen

.../...

vormen, worden hersteld in de volgende lezing en onder het volgende opschrift : "Afdeling VIII - Omvorming van vennootschappen".

Artikel 166.

Volgens de ontwerp-tekst van artikel 166, tweede lid, wordt tot de omvorming van een vennootschap onder een gemeenschappelijke naam besloten "op grond van een staat waarop het actief en passief van de vennootschap samengevat zijn". Uit het nieuwe artikel 170 blijkt echter, dat de eindbeslissing betreffende de omvorming alleen kan worden genomen nadat het verslag van de bedrijfsrevisor is neergelegd. Vooraan in het tweede lid van artikel 166 vervange men dan ook de woorden "op grond" door "na het opmaken".

De in dit artikel bedoelde bedrijfsrevisor zal, naar uit de tekst moet worden afgeleid, behoudens hiermee strijdige statuutbepaling, met eenparigheid van stemmen moeten worden gekozen.

De laatste volzin van artikel 166, tweede lid, luidt als volgt :

"Is het netto-actief van de vennootschap lager dan de waarde van de in voornoemde staat uitgedrukte inbrengsten, dan vermeldt het verslag tot besluit het bedrag van het verschil".

.../...

De hier voorgeschreven vergelijking van "het netto-actief van de vennootschap" met "de waarde van de in voornoemde staat uitgedrukte inbrengsten" kan een dubbele moeilijkheid opleveren. Enerzijds bevat de staat waarop het actief en het passief van de vennootschap onder een gemeenschappelijke naam zijn opgegeven, niet noodzakelijk een post betreffende de waarde van de inbrengsten. Anderzijds, ook als de vennootschappen de tekst van dat zinsdeel willen aannemen als een uitnodiging om de waarde van de inbrengsten in de staat op te geven, wordt niet gezegd op welk tijdstip zij zich voor die raming moeten plaatsen. Het lijkt dan ook verkieslijk als tweede term van de vergelijking "het maatschappelijk kapitaal" van de vennootschap na omvorming te nemen, hetgeen veronderstelt dat de staat dit op zodanige wijze vermeldt dat de revisor er kennis van kan nemen.

De Raad van State stelt dan ook voor, artikel 166, tweede lid, als volgt te lezen :

"Tot de omvorming wordt besloten na het opmaken van een staat waarop het actief en het passief van de vennootschap samengevat zijn, en die ten hoogste drie maanden tevoren is afgesloten en opgeeft welk het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap zal zijn na haar omvorming. Een door de vennoten aangewezen bedrijfsrevisor brengt verslag uit over die staat en vermeldt onder meer of deze de toestand van de vennootschap volledig, getrouw

.../...

en juist weergeeft. Is het netto-actief van de vennootschap lager dan de waarde van het maatschappelijk kapitaal van de vennootschap na omvorming, dan vermeldt het verslag bot besluit het bedrag van het verschil".

Artikel 167.

1. De laatste volzin van het eerste lid luidt als volgt :

"Is het netto-actief van de vennootschap lager dan het in voornoemde staat uitgedrukte commanditaire of maatschappelijke kapitaal, dan vermeldt het verslag tot besluit het bedrag van het verschil".

Bij het opnemen van de woorden "commanditaire kapitaal" is hier waarschijnlijk gedacht aan de gewone commanditaire vennootschappen waarvoor die term inderdaad in de praktijk wordt gebruikt in plaats van "maatschappelijk kapitaal".

Het lijkt niet opportuun een praktijk te bekrachtigen waarvoor noch de wet, noch de rechtsleer, noch de rechtspraak grond opleveren.

Zowel de rechtsleer als de rechtspraak gebruiken daarentegen geregeld de woorden "kapitaal" of "maatschappelijk kapitaal" in verband met de gewone commanditaire vennootschappen (NAMUR, Le Code de commerce belge, nr 909, GUYLLERY, Des Sociétés commerciales en Belgique, deel II, blz. 59, 70 tot 88, met citaten uit de parlementaire voorbereiding en uit het betoog van PIRMEZ en BARA; Répertoire pratique du droit belge, V° Société à forme dite commerciale (en général), nr 190,

V° Société en commandite simple nr 11;
Pandectes belges, V° Société en commandite simple, nr 78, FREDERICQ, Traité du droit commercial belge, deel IV, nrs 180 en 187; VAN RYN, Principes de droit commercial, deel I, nrs 439 en 441; Brussel, 13 juli 1865, Pas. 1865, 2, 300; Kooph. Luik, 15 april 1907, J.T. 1907, blz. 554; over het begrip maatschappelijk kapitaal in het algemeen, zie Pandectes belges, V° Société en général, nr 107; VAN RYN, ibid. nrs 310, 334 en 335).

De woorden "commanditaire of" moeten dus worden geschrapt.

2. In het tweede lid zijn de woorden "volgens het geval" en "of het ontwerp van nieuwe statuten" overbodig. De vennootschap blijft na haar omvorming voortbestaan, zodat de "nieuwe" statuten altijd het resultaat zullen zijn van een wijziging van de bestaande statuten.

Artikel 168.

Bij het ontworpen artikel 168 zijn de volgende opmerkingen te maken :

1. Aan het slot van § 1, eerste lid, dient te worden gelezen : "besloten door de algemene vergadering van de vennoten onder de aanwezigheids- en meerderheidsvoorwaarden bepaald in artikel 70bis, derde, vijfde en zesde lid".

.../...

2. In § 3 vervange men de woorden "is het bepaalde in artikel 71A, met uitzondering van de leden 2 en 3, 1°, van toepassing" door : "is het bepaalde in artikel 71, A, met uitzondering van het tweede lid en van het 1° van het derde lid, van toepassing".

In dezelfde § 3 dient aan het slot in plaats van "bepaald bij artikel 70bis, derde, vijfde en zesde lid" zoals in artikel 168, § 1, te worden gelezen : "bepaald in artikel 70bis, derde, vijfde en zesde lid".

3. In § 4, derde lid, dienen de woorden "vindt het vierde lid van artikel 70bis toepassing" te worden vervangen door "is het bepaalde in artikel 70bis, vierde lid, van toepassing".

4. Bij § 5, eerste lid, is een opmerking te maken in verband met de vennootschapsstatuten die dagtekenen van vóór de inwerkingtreding van de ontwerp-wet. Die opmerking zal hierna worden gemaakt bij de bespreking van artikel 3.

In het tweede lid van dezelfde paragraaf dienen de woorden "de overdracht van de deelbewijzen" te worden aangevuld met "of aandelen", als de Regering de daarin gestelde regel wil uitbreiden tot andere vennootschappen dan de personenvennootschappen.

Artikel 169.

De wet van 6 januari 1958 is een eerste maal door blijvende bepalingen afgeweken van het beginsel van

.../...

de onaantastbaarheid van de essentiële bestanddelen van de vennootschap, waar zij onder bepaalde voorwaarden toestaat het maatschappelijk doel te wijzigen. Onder de druk van de toenmalige economische toestand, heeft de wetgever toen geen reglementering kunnen uitbouwen die voor alle vennootschappen kon gelden en heeft hij die mogelijkheid beperkt tot drie types van vennootschappen : de naamloze vennootschap (artikelen 70 en 70bis), de commanditaire vennootschap op aandelen (artikel 107) en de personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid (artikel 136). Hieruit volgt dat, in de huidige stand van de wetgeving, voor alle in een andere vorm opgerichte vennootschappen een eigenlijke wijziging van het maatschappelijk doel, zelfs als daartoe eenparig door de vennoten wordt besloten - zoals trouwens voorgeschreven - medebrengt dat de vennootschap ontbonden en als nieuwe vennootschap wederopgericht moet worden.

Het ontwerp, dat een tweede maal van hetzelfde beginsel van de onaantastbaarheid van de essentiële bestanddelen afwijkt, biedt het voordeel het vraagstuk van de omvorming van de vennootschap te regelen voor alle vennootschapsvormen bepaald in artikel 2 van de gecoördineerde wetten.

Die afwijking wordt in de memorie van toelichting verantwoord door de dwingende noodzaak andere vennootschappen dan aandelenvennootschappen in de gelegenheid te stellen bij het investerend publiek de nodige kapitalen te verzamelen of zich tot naamloze vennootschappen om te vormen om eventueel in aanmerking te kunnen komen voor een participatie van de Nationale Investeringsmaatschappij.

.../...

Het gevaar bestaat echter dat aan die economische behoeften in bepaalde gevallen niet kan worden voldaan zonder wijziging van het maatschappelijk doel. Enerzijds zal een omvorming tot naamloze vennootschap, tot commanditaire vennootschap op aandelen of tot personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid in rechte "de nauwkeurige opgave van het doel der onderneming" noodzakelijk maken (artikel 30, 1°, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1958; artikel 107 en artikel 121, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1961), waardoor menige vennootschap van een ander type ongetwijfeld zal worden genoopt tot beperking en dus wijziging van haar doel. Anderzijds zullen de bij het publiek of bij de Nationale Investeringsmaatschappij gezochte participaties - die vaak mede de uitbreiding van werkzaamheden of de gehele of gedeeltelijke reconversie daarvan, of zelfs latere fusiemogelijkheden beogen - ongetwijfeld in veel gevallen samengaan met voorafgaande eisen van de investeerders in verband met beperking of verruiming van het statutair doel. Zoals echter reeds gezegd is, mogen vennootschappen onder een gemeenschappelijke naam, gewone commanditaire vennootschappen en coöperatieve vennootschappen, in de huidige stand van de wetgeving, hun maatschappelijk doel, zelfs met eenparigheid van stemmen, niet wijzigen zonder ontbinding en zonder oprichting van een nieuwe vennootschap, met alle bezwaren welke de memorie van toelichting in de praktijk soms onoverkomelijk heet te zijn. Dit komt er op neer dat de in het ontwerp geregelde omvorming voor de vennootschappen die zich in zodanige toestand bevinden zonder enig nut zou zijn, aangezien, volgens de memorie

.../...

van toelichting, de omvorming zich beperkt tot een wijziging van de vorm "zonder dat bij die gelegenheid geraakt wordt aan de omvang van het vermogen, aan het bedrag van de inbrengsten of van het kapitaal, aan het aantal vennoten noch aan de duur van de vennootschap" en, moet hieraan worden toegevoegd, aan haar statutair doel.

Men kan zich dan ook afvragen of het niet aangewezen is, ten einde de door het ontwerp beoogde economische doeleinden nu reeds geheel te kunnen verwezenlijken, de omvorming van de vennootschappen en tevens de wijziging van het maatschappelijk doel te regelen ten aanzien van alle vennootschappen waarvoor de wetgever van 1958, door de toen heersende omstandigheden gedwongen, de mogelijkheid van een zodanige wijziging niet heeft geregeld.

Mocht de Regering oordelen dat zij die weg niet kan opgaan wegens het spoedeisend karakter van het ontwerp, dan zou de wijziging van het maatschappelijk doel onverwijld mogelijk kunnen worden gemaakt bij gelegenheid van de omvorming. Daartoe ware het immers voldoende artikel 169, eerste lid, als volgt te redigeren :

"Onmiddellijk na het besluit tot omvorming worden de statuten van de vennootschap in haar nieuwe vorm, met inbegrip van de bepalingen tot wijziging van haar maatschappelijk doel, vastgesteld onder dezelfde aanwezigheids- en meerderheidsvoorwaarden als voor de omvorming voorgeschreven zijn".

.../...

Artikel 170.

In het eerste lid plaatse men de woorden "op straffe van nietigheid" tussen komma's.

In het derde lid van de Franse tekst vervange men de woorden "conformément aux alinéas 1er, 2, 3 et 5 de l'article 10" door "conformément à l'article 10, alinéas 1er, 2, 3 et 5".

Artikel 171.

Dit artikel sluit de toepassing van sommige bepalingen van de gecoördineerde wetten uit in geval van omvorming van de vennootschap. Zo bepaalt het ontwerp dat in geval van omvorming tot naamloze vennootschap, tot commanditaire vennootschap op aandelen of tot personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid, artikel 30, 2° tot 4°, niet van toepassing is.

In elk van de drie alinea's zou ook de toepassing van artikel 30, 5°, moeten worden uitgesloten, volgens welke bepaling "de voorwaarden waaraan het tot werkelijkheid maken van de in optie ingebrachte rechten is onderworpen", in de akte van vennootschap moeten worden vermeld.

Volgens de memorie van toelichting beoogt het nieuwe artikel 171 elke onzekerheid te vermijden. Zij zegt hieromtrent : "Daarentegen heeft het ten gevolge dat alle overige voorwaarden en regels inzake het wezen

.../...

die de aangenomen vennootschapsvorm beheersen, moeten vervuld worden. Zo zal bij voorbeeld een omvorming in een naamloze vennootschap enkel mogelijk zijn als er ten minste zeven vennoten zijn (artikel 29)".

Elders zegt de memorie van toelichting nog :

> "In de economie van het ontwerp is de omvorming een wijziging van de enkele juridische vorm van de vennootschap met de aanpassingen die voor die omvorming vereist zijn wegens het aangenomen statuut, doch zonder dat hij die gelegenheid geraakt wordt aan de omvang van het vermogen, aan het bedrag van de inbrengsten of van het kapitaal, aan het aantal vennoten noch aan de duur van de vennootschap".

Hieruit blijkt dat alle fundamentele vereisten waaraan moet zijn voldaan wil de vennootschap in haar nieuwe vorm geldig zijn, vervuld zullen moeten zijn vóór de omvorming, dit is op een tijdstip dat de vennootschap nog steeds haar oorspronkelijke vorm heeft. Als bv. de vennoten van een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid, die drie leden telt, verlangen dat de vennootschap de vorm van een naamloze vennootschap aanneemt die, luidens de gecoördineerde wetten, zeven vennoten moet tellen, zal het aantal vennoten van de personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid met vier nieuwe leden moeten worden aangevuld vooraleer tot de omvorming wordt overgegaan.

Het is trouwens voldoende dat de wijzigingen die nodig mochten zijn, worden aangebracht onmiddellijk vóór de beslissing tot omvorming, zelfs tijdens dezelfde vergadering.

.../...

Artikel 172.

1. Het ontwerp heeft het over de nietigheid die voortvloeit uit de niet-inachtneming van een aantal artikelen van de gecoördineerde wetten, inzonderheid van artikel 29, 1°, betreffende het minimumaantal vennoten bij de oprichting van naamloze vennootschappen.

Eenparig wordt aangenomen dat het niet in acht nemen van de voorwaarden onder 1° van artikel 29 niet de nietigheid van de aldus opgerichte vennootschap maar alleen de aansprakelijkheid van de oprichters (of van de beheerders in geval van kapitaalverhoging) medebrengt, zoals die geregeld is in artikel 35 (VAN RYN, I, nrs 492 en 498; FREDERICQ, IV, nrs 291 en 292 ;Rép. prat. dr. belge, V°, Sociétés anonymes, nrs 346 en 347); in dat geval zullen zij hoofdelijk aansprakelijk zijn "wegens alle maatschappelijke verbintenissen, aangegaan vóór de vennootschap minstens zeven leden telde" (artikel 35, 1°).

Als een sanctie moet worden bepaald voor het geval dat een vennootschap zich omvormt tot naamloze vennootschap of tot commanditaire vennootschap op aandelen ofschoon zij geen zeven vennoten telt, zou die sanctie dezelfde kunnen zijn als die van artikel 35, 1°, die, toen de wet van 22 mei 1886 haar in de plaats stelde van de door de wet van 18 mei 1873 opgelegde nietigheid, verantwoord was door de wil van de wetgever dat vennoten in onvoldoende aantal, door het aannemen van de naamloosheid, de persoonlijke en hoofdelijke aansprakelijkheid die de hunne zou zijn geweest, niet zouden kunnen vervangen door een aansprakelijkheid beperkt tot hun inbreng (FREDERICQ, IV, nr 292, Rép. prat. dr. belge, V°, Sociétés anonymes, nr 346).

.../...

In de hierna voorgestelde tekst is met deze opmerking rekening gehouden.

2. Artikel 172 heeft het, voor het geval dat artikel 170, eerste lid (vereiste van een authentieke akte), niet in acht wordt genomen, over de in dat lid bedoelde nietigheid van de omvorming.

Maar het stelt dat de nietigheid ook speelt bij het niet in acht nemen van artikel 170, tweede lid (overneming, in de akte, van de conclusie van het door de revisor opgemaakte verslag), terwijl die bepaling een zodanige nietigheid niet voorschrijft.

Men kan zich afvragen of die nietigheid in lijn ligt van de bedoeling van de Regering.

Ook al kan de omvorming van de vennootschap niet worden uitgelegd als een inbreng van een vennootschap in een andere, toch heeft het ontwerp "een verificatieprocedure georganiseerd die aan de wet van 30 juni 1961 een richtsnoer neemt ... om ervoor te zorgen dat de toestand van de vennootschap op het tijdstip van de omvorming volkomen klaar is" dit zowel in het belang van de vennoten "als van derden die door de openbaarmaking van de akte van omvorming de omvang van het maatschappelijk vermogen of van het kapitaal zullen kunnen kennen" (memorie van toelichting).

.../...

In feite slaat de omvorming als zodanig niet op de omvang van het maatschappelijk vermogen, zodat de omvang van de rechten welke de vennoten in het maatschappelijk vermogen bezitten op het tijdstip van de omvorming, daardoor niet in waarde zullen veranderen (cfr. L. DABIN, Rev. prat. soc. 1962, blz. 135-136). De staat die de actieve en passieve toestand samenvat en door een revisor is nagezien, vormt voor die vennoten ongetwijfeld een nuttige bron van inlichtingen, maar meer in het bijzonder beschermt hij derden die, na de omvorming, met de vennootschap mochten komen te handelen of rechten in de vennootschap mochten verkrijgen, voornamelijk in het geval dat het netto-actief van de vennootschap lager zou zijn dan het op de staat vermelde kapitaal. In dat geval moet het verslag het verschil vermelden in zijn conclusie (artikel 166, tweede lid, en artikel 167, eerste lid), die in de authentieke akte moet worden overgenomen (artikel 170, tweede lid) en die door de openbaarmaking van die akte ter kennis van derden wordt gebracht (artikel 170, derde lid).

.../...

De wet van 30 juni 1961,die betrekking heeft op de verificatie van de inbreng in natura en waardoor het ontwerp zich laat leiden, heeft inderdaad soortgelijke regelen ingesteld voor de oprichting en de kapitaalverhoging van de naamloze vennootschappen (artikelen 29bis, 30, 2°, en 34 van de gecoördineerde wetten) of van de commanditaire vennootschappen op aandelen (artikel 107). Zij heeft ook voorgeschreven dat de besluiten van het verslag van de revisor in de akte moeten worden overgenomen (artikelen 30, 2°, 34, eerste lid). Maar zij heeft geen nietigheid gesteld op het ontbreken van die besluiten in de akte ; te dien aanzien heeft zij, zoals ten aanzien van de overige door de artikelen 30 en 34 voorgeschreven vermeldingen, alleen de aansprakelijkheid van de stichters of van de beheerders bekrachtigd (artikel 35, 4°, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1961 ; RAUCQ, Le nouveau régime des apports en nature, Rev. prat. not., 1962, blz. 9, 15, 23 en 24).

Los van het feit dat het verslag van de revisor volledig openbaar wordt gemaakt door de neerlegging ter griffie (artikel 10, laatste lid) - volgens een procédé dat trouwens ook door artikel 170, vierde lid, van het ontwerp wordt toegepast -, heeft de wetgever van 1961, als hij in het bedoelde geval geen nietigheid heeft voorgeschreven, ongetwijfeld rekening gehouden met de aan het gehele artikel 35 ten grondslag liggende overweging dat de nietigheid, zoals vaak het geval is, hier alleen van kwaad tot erger zou kunnen leiden.

.../...

Die overweging geldt echter evenzeer voor de omvorming van de vennootschap. Gesteld dat een vennootschap waarvan de vennoten slechts aansprakelijk zijn tot hun inbreng, wordt omgevormd, bijvoorbeeld tot een naamloze vennootschap, en dat de akte een kapitaal opgeeft dat in feite hoger is dan haar netto-actief, maar geen gewag maakt van de conclusie van het verslag van de revisor die het verschil vermeldt, welk voordeel zullen derden die nadien met die vennootschap mochten hebben gehandeld, dan hebben bij een nietigheid die ongetwijfeld menige rechtsverhouding zal vertroebelen maar die deze derden opnieuw zal plaatsen tegenover een vennootschap in haar vroegere vorm, waarvan het actief niet hoger zal worden en waarvan de vennoten nog steeds alleen tot hun inbreng aansprakelijk zullen zijn. Voor die derden is het ongetwijfeld voordeliger te beschikken over een vordering tegen hoofdelijk aansprakelijke zaakvoerders of beheerders. En als een vennootschap, waarvoor een deel van de vennoten of alle vennoten hoofdelijk verbonden zijn, tot naamloze vennootschap zou worden omgevormd, wordt het belang dat de nietigheid voor de derden kan opleveren door zich op die hoofdelijkheid te beroepen, praktisch vervangen door de hoofdelijke aansprakelijkheid welke artikel 172 nu juist oplegt aan de vennoten onder een gemeenschappelijke naam en aan de werkende vennoten.

De nietigheid welke het ontwerp oplegt voor het niet-nakomen van artikel 170, tweede lid, is dus niet in overeenstemming met de oplossing die gegeven is door de wet van 30 juni 1961, waarop het ontwerp nochtans heeft willen steunen, ofschoon de beweegredenen in beide gevallen dezelfde lijken te zijn en de nietigheid niet dienstiger lijkt voor de omvorming dan voor de stichting. Derhalve wordt voorgesteld, die nietigheid op te geven.

.../...

3° Het laatste zinsdeel van artikel 172 bepaalt :

"of uit de afwezigheid of de valsheid van de vermeldingen voorgeschreven bij de artikelen 30, met uitzondering van de litterae 2° en 4°, en 121".

Om de redenen die bij de bespreking van artikel 171 zijn opgegeven, dient te worden gelezen : "met uitzondering van het bepaalde onder 2° tot 5°".

De verwijzing naar artikel 121 van de gecoördineerde wetten zal tot resultaat hebben dat, wat de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid betreft, de zaakvoerders aansprakelijk zullen zijn voor het ontbreken of voor de valsheid van de vermeldingen voorgeschreven in artikel 30, waaronder ook die van 2°, 3°, 4° en 5°. Artikel 121 bepaalt immers dat de akte van vennootschap de verschillende vermeldingen bevat, voorgeschreven in artikel 30, behalve wat met betrekking tot het verslag van de bedrijfsrevisor is bepaald.

Voor de zaakvoerders van de personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid zouden dezelfde strafregelen moeten gelden als voor de zaakvoerders of beheerders van de in een andere vorm opgerichte vennootschappen.

Met inachtneming van hetgeen hiervoren is opgemerkt, kan artikel 172 als volgt worden gelezen :

.../...

"Artikel 172._ De vennoten onder een gemeenschappelijke naam, de gecommanditeerde vennoten, de zaakvoerders of beheerders van de vennootschap die wordt omgevormd, zijn, niettegenstaande enig hiermee strijdig beding, jegens de betrokkenen hoofdelijk gehouden:

1° tot alle verbintenissen aangegaan sedert haar omvorming tot naamloze vennootschap of tot commanditaire vennootschap op aandelen tot de vennootschap ten minste zeven leden telt ;

2° tot herstel van de schade die een onmiddellijk en rechtstreeks gevolg is hetzij van de nietigheid wegens het niet in acht nemen van de artikelen 118, 119, 143, tweede lid, 144 en 170, eerste lid, hetzij van het ontbreken of van de valsheid van de vermeldingen voorgeschreven in artikel 30, met uitzondering van 2° tot 5°, in artikel 121, met dezelfde uitzondering, en in artikel 170, tweede lid".

Artikel 174._

Dit artikel regelt het geval van de vennootschap onder een gemeenschappelijke naam, waarvan de statuten bepalen dat de vennootschap, als een vennoot overlijdt, voortgaat met diens rechtverkrijgenden of met sommige van hen die de hoedanigheid van stille vennoot zullen hebben.

Het tweede lid luidt als volgt :

"De omvorming wordt overeenkomstig de artikelen 7 en 10 bij een akte vastgesteld en openbaar gemaakt".

.../....

Uit dit lid blijkt dat een akte nodig is voor het vaststellen van de omvorming van de vennootschap onder een gemeenschappelijke naam tot gewone commanditaire vennootschap. Die omvorming kan d or een onderhandse of door een authentieke akte worden vastgesteld overeenkomstig artikel 4 van de gecoördineerde wetten. Toepassing van het nieuwe artikel 170 volgens hetwelk iedere omvorming op straffe van nietigheid door een authentieke akte wordt vastgesteld, is immers uitgesloten door artikel 174, eerste lid.

De redactie van artikel 174, tweede lid, zou moeten worden verbeterd. Voorgesteld wordt :

"De omvorming wordt vastgesteld hetzij door een authentieke akte,hetzij door een onderhandse akte die openbaar wordt gemaakt op de wijze bepaald in de artikelen 7, a, en 10".

\+

\+ \+

Artikel 2.

Het tweede lid van artikel 2 luidt als volgt :

"In artikel 201, 3°bis, worden de woorden "artikel 34" vervangen door de woorden "de artikelen 34, 166 en 167".

.../...

Artikel 201, 3°bis, zou er dus als volgt uitzien :

"Artikel 201. Worden gestraft met dezelfde straf :

3°bis. De zaakvoerders of beheerders die het speciale verslag, samen met het verslag van de commissaris-revisor of van de bedrijfsrevisor als voorgeschreven in de artikelen 34, 166 en 167, niet mochten hebben voorgelegd".

Het nieuwe artikel 166 handelt over de omvorming van de vennootschappen onder een gemeenschappelijke naam. Voor die omvorming is geen door de vennoten opgemaakt verslag vereist, maar wel een gewone staat waarop het actief en het passief zijn samengevat. Ter wille van de overeenstemming tussen het nieuwe artikel 166 en de strafbepaling van artikel 201, zou in dit laatste een 3°ter moeten worden ingevoegd.

De Raad van State stelt dan ook voor, artikel 2 als volgt te lezen :

"Artikel 2.-

In artikel 201 van dezelfde gecoördineerde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A. Onder 3° worden de woorden "en 199" vervangen door "170, tweede lid, en 199".

.../...

B. Onder 3°bis, ingevoegd door de wet van 30 juli 1961, worden de woorden "in artikel 34" vervangen door "in de artikelen 34 en 167".

C. Een 3°ter wordt ingevoegd, luidend als volgt :

"3°ter. De vennoten van een vennootschap onder een gemeenschappelijke naam, die geen samenvattende staat over de actieve en passieve toestand van de vennootschap hebben opgemaakt en geen bedrijfsrevisor hebben aangewezen zoals voorgeschreven is in artikel 166".

Artikel 3.

Luidens artikel 168, § 5, is voor de omvorming in ieder geval de eenparige instemming van de vennoten vereist indien in de statuten is bepaald dat de vennootschap geen andere vorm mag aannemen, en kan zodanige statuutbepaling alleen onder dezelfde voorwaarden worden gewijzigd.

De memorie van toelichting geeft hierop de volgende commentaar :

"De eenparige instemming van de vennoten is eveneens vereist indien in de statuten is bepaald dat de vennootschap geen andere vorm mag aannemen. Zodanige bepalingen treft men thans bijna niet meer aan.

Het is evenwel niet uitgesloten dat de nieuwe bepalingen van dit ontwerp de stichters of de vennoten, bij latere wijziging van het maatschappelijk pact, ertoe brengen zodanig verbod te stellen. Dit kan in bepaalde gevallen trouwens volledig gerechtvaardigd zijn.

.../...

> Als nu de mogelijkheid voor een vennootschap om een andere vorm aan te nemen naar recht is, zelfs als de statuten daarover zwijgen, blijken er geen voldoende redenen te bestaan om, zoals inzake eenmaking van effecten, een bepaling van de statuten die zodanige beslissing verbiedt zonder werking te maken. Deze zal mogelijk blijven, doch enkel met de eenparige instemming van de vennoten".

Die verantwoording is te begrijpen en is trouwens gegeven voor de bepalingen die de omvorming verbieden en in de statuten mochten zijn ingevoegd na de inwerkingtreding van de wet. In dat geval zullen de vennoten, volkomen bewust van de mogelijkheid tot omvorming welke de wet voortaan biedt, hun wil te kennen hebben gegeven om die mogelijkheid uit te sluiten en die wil zal worden geëerbiedigd, behoudens eenparige instemming van de vennoten.

De verbodsbepalingen daarentegen die mochten voorkomen in statuten die zijn opgemaakt vóór de inwerkingtreding van de wet, lenen zich niet tot dezelfde redenering, en als artikel 168, § 5, in dat geval werd toegepast, zou de wet niet beantwoorden aan het economisch doel dat de Regering als dwingend voor ogen staat.

Zodanige bepalingen waren tot dusver zonder enig praktisch nut, want zelfs als zij niet bestonden, was in het stelsel van de Belgische rechtsleer en rechtspraak een verandering van de vorm van de vennootschap niet mogelijk door statuutwijziging, en zelfs al mocht daartoe met eenparigheid van stemmen zijn besloten, zoals dus vereist zou zijn geweest, dan nog had de vennootschap ontbonden en als nieuwe vennootschap wederopgericht moeten worden.

.../...

Het staat echter hoegenaamd niet vast dat men zodanige bepalingen thans bijna niet meer aantreft.

Behalve met "statuten in vereenvoudigde vorm" werken notarissen en zakenlui ook met "uitvoerige" of "volledige" statuten waarin talrijke teksten uit of commentaren op de wetten op de handelsvennootschappen zijn overgenomen als statuutbepalingen opdat de vennoten en beheerders een soort handleiding over hun rechten en verplichtingen ter beschikking zouden hebben.

In dit tweede geval is het waarschijnlijk dat, zoals een aantal formulieren in overweging geven, heel wat statuten, onder verwijzing naar het vroegere artikel 70 van de wetten op de handelsvennootschappen, uitdrukkelijk hebben bepaald dat de "algemene vergadering bevoegd is om wijzigingen in de statuten aan te brengen, zonder nochtans het grondvoorwerp der vennootschap te mogen veranderen" (zie bijvoorbeeld SCHICKS, Code-formulaire de la pratique notariale, 3e uitgave, blz. 571, artikel 3, voor een naamloze vennootschap ; blz. 627, artikel 27, voor een personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid ; en blz. 641, artikel 29, voor een coöperatieve vennootschap ; VAN HOUTTE en RENS, Formulierboek voor notarissen, blz. 676, artikel 36, WAUWERMANS, 7e uitgave, blz. 778, artikel 33 ; STAESENS en CORNELIS, Formulaire d'actes notariés, 2e uitgave, blz. 942, artikel 25 ; PASSELECQ, Sociétés commerciales, in Novelles, Droit commercial, III, blz. 976, artikel 32 ; FREDERICQ, VI, blz. 1581, artikel 31). Er moet rekening mede worden gehouden dat zulk een bepaling vroeger ongetwijfeld de strekking had die doorgaans werd gegeven aan artikel 70,

.../...

waarvan zij de tekst overnam, en die als volgt is toegelicht door de commissie voor de herziening van de wetten op de handelsvennootschappen in een advies bij het verslag van de Kamercommissie voor de justitie dat aan de goedkeuring van de wet van 6 januari 1958 is voorafgegaan :

> "De woorden "zonder nochtans het grondvoorwerp der vennootschap te mogen veranderen", welke voorkomen in het tweede lid van artikel 70 van de samengeordende wetten en die men zou willen schrappen, beletten thans dat een wijziging zou worden aangebracht niet alleen in "het grondvoorwerp" maar ook, volgens een vaste rechtsleer en rechtspraak, in de vorm en in de nationaliteit van de vennootschap" (Gedr.St., Kamer van Volksvertegenwoordigers, 1956-1957, nr 641-2, blz. 7).

Na de wet van 6 januari 1958, die artikel 7o heeft gewijzigd om een verandering van het maatschappelijk doel mogelijk te maken onder de voorwaarden van artikel 70bis, is in de commentaar op die wet andermaal aan de notarissen de wenk gegeven in de statuten de nieuwe artikelen 70 en 70bis in herinnering te brengen ; het eerste verbiedt , ditmaal uitdrukkelijk, de "essentiële bestanddelen" van de vennootschap, onder meer haar vorm,te veranderen (NICE en ANSPACH, Ann. not. 1958, blz.74, laatste alinea). Men mag dan ook aannemen dat sommige notarissen die raad hebben opgevolgd.

Dikwijls zelfs luidt een van de slotbepalingen van de akte : "Partijen wensen zich volkomen te gedragen naar de wetten op de handelsvennootschappen ; de bepalingen van die wetten waarvan niet op geoorloofde wijze zou zijn afgeweken, worden dus geacht in deze akte te zijn opgenomen" (zie SCHICKS, op. cit. 3e uitgave, door BAUGNIET, blz. 580, artikel 55 ; STAESENS en CORNELIS, blz. 948, artikel 44, voor een naamloze vennootschap, en blz. 1017, artikel 12, voor een personenvennootschap met beperkte

.../...

aansprakelijkheid). Men zou kunnen beweren dat zodanige bepalingen, naar de letter opgevat, de wetsbepalingen, waaronder artikel 70, in de statuten opnemen, waardoor deze deel gaan uitmaken van het statuut.

Volgens de opvatting zelf van artikel 70 van de wetten op de vennootschappen, wordt de bevoegdheid die aan de algemene vergadering van sommige vennootschappen wordt verleend om de statuten onder bepaalde aanwezigheids- en meerderheidsvoorwaarden te wijzigen, door de wet slechts aanvaard onder interpretatie van de vermoedelijke bedoeling van degenen die de statuten hebben opgemaakt (VAN RYN, I, nrs 794, 795) ; zo komt het dat de statuten die bevoegdheid mogen beperken.

Artikel 168, § 5, bekrachtigt het beginsel van deze opvatting en artikel 3 van het ontwerp past ze toe door aanvulling van artikel 70, tweede lid, dat in verband met de naamloze vennootschap zal bepalen :

"Tenzij anders is bepaald, is zij (de algemene vergadering) bevoegd om in de statuten wijzigingen aan te brengen, zonder nochtans één van de essentiële bestanddelen der vennootschap te mogen veranderen, behoudens hetgeen artikel 70bis zegt over het maatschappelijk doel en de afdeling VIII omtrent de omvorming van vennootschappen".

Deze tekst zal van toepassing zijn op de commanditaire vennootschap op aandelen (artikel 107) en op de personenvennootschap met beperkte aansprakelijkheid (artikel 136).

.../...

Krachtens deze voorzieningen zullen de hiervoren-bedoelde bepalingen die thans voorkomen in de statuten van talrijke vennootschappen, en ook die welke er na de inwerkingtreding van de wet mochten worden ingevoegd, - de memorie van toelichting plaatst ze trouwens op dezelfde voet - , dus omvorming van die vennootschappen in de zin van het ontwerp eerst toestaan nadat die bepaling met eenparige instemming van de vennoten is herzien.

Het staat vast dat die eenparigheid niet zal kunnen worden bereikt in de naamloze vennootschappen, in de commanditaire vennootschappen op aandelen of in de coöperatieve vennootschappen, waar een vrij ruime verspreiding van de aandelen of deelbewijzen in sommige gevallen de vereniging op de vergadering van de helft van de stemmen en a fortiori van alle stemmen verbonden aan de in omloop zijnde effecten, moeilijk en in sommige gevallen zelfs onmogelijk kan maken (1).

Hoe het zij, het vetorecht dat aan ieder vennoot - hoe gering zijn participatie ook is - wordt toegekend, zou hem in staat stellen een oplossing die voor het belang van de vennootschap wenselijk is, in de weg te staan of zijn instemming wederrechtelijk te doen vergoeden.

.../...

---

(1) Memorie van toelichting, commentaar op artikel 168, § 4, derde lid.

De thans in de statuten voorkomende bepalingen die de wijziging van de vorm van de vennootschap verbieden, zullen dus,hoe statutair zij ook zijn, in het stelsel van het ontwerp tot gevolg hebben dat de omvorming van vennootschappen in heel wat gevallen onmogelijk wordt gemaakt, terwijl het toch de bedoeling van de Regering is die omvorming zoveel mogelijk te bevorderen.

Zoals reeds gezegd is, hebben die bepalingen in feite geen andere beweegreden gehad dan het vaststellen en het in herinnering brengen van een verbod dat, in de huidige stand van de wetgeving, voor de vennoten alleszins bindend is, en hebben zij geenszins een mogelijkheid tot omvorming willen uitsluiten welke die wetgeving niet kende maar waartoe een latere wetgeving toestemming zou verlenen onder overigens strenge voorwaarden.

Gelet op die voorwaarden,zou het blijkbaar geenszins overdreven zijn door een uitdrukkelijke bepaling de bezwaren uit de weg te ruimen welke de reeds eerder bedoelde bepalingen van vóór de inwerkingtreding van de ontwerp-wet voor de toepassing van die wet zouden kunnen opleveren.

.../...

Als de Regering zich met dit standpunt verenigt, zou het ontwerp kunnen worden aangevuld met een overgangsbepaling, luidend als volgt :

"Artikel ...

In afwijking van artikel 1, voor zover het in dezelfde gecoördineerde wetten een artikel 168, § 5, invoegt, en van artikel 3 (artikel 2 in de hierna voorgestelde nummering), kan iedere vennootschap onder de voorwaarden van deze wet worden omgevormd ondanks enige van vóór de inwerkingtreding van deze wet dagtekenende statuutbepaling die haar mocht verbieden een andere juridische vorm aan te nemen".

\+

\+ +

De gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen bevatten een artikel 218, luidend als volgt :

> "Artikel 218. Gedurende een termijn van twee jaar, te rekenen van de afkondiging dezer wet, kunnen de vennootschappen vóór deze wet opgericht, zich omzetten in personenvennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, behoudens de rechten van derden.
>
> Het besluit is geldig mits instemming van de vennoten die de drie vijfden der maatschappelijke deelbewijzen en belangen bezitten"

.../...

Deze bepaling kan geen toepassing meer vinden en heeft dan ook ieder belang verloren; zij zou moeten worden opgeheven.

De Regering dient te oordelen of ook de wet van 27 december 1949 betreffende de omvorming van de banken opgericht in de vorm van kredietvereniging of van samenwerkende vennootschap, niet moet worden opgeheven.

\+

\+ \+

Voorgesteld wordt, de volgende orde aan te nemen voor de artikelen 2 en volgende van het ontwerp :

"Artikel 2.-

Artikel 70, tweede lid, van dezelfde gecoördineerde wetten, gewijzigd bij de wet van 6 januari 1958, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"en afdeling VIII over de omvorming van vennootschappen".

Artikel 3.-

Artikel 107 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt aangevuld als volgt :

"of die welke volgen uit afdeling VIII".

.../...

Artikel 4.-

... (zie de tekst hiervoren voorgesteld voor artikel 2 van het ontwerp) ...

Artikel 5.-

... (tekst van de overgangsbepaling voorgesteld bij de bespreking van artikel 3 van het ontwerp) ...

Artikel 6.-

Artikel 218 van dezelfde gecoördineerde wetten wordt opgeheven".

---

chambre était composée de

ssieurs : G. HOLOYE, conseiller d'Etat, président
Heren : staatsraad, voorzitter

G. VAN BUNNEN, conseillers d'Etat,
J. MASQUELIN, staatsraden,

J. LIMPENS, assesseurs de la section de législation,
R. PIRSON, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M.G. VAN BUNNEN.
Le rapport a été présenté par W. VAN ASSCHE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. W. VAN ASSCHE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. DE LEUZE.

(s) G. HOLOYE.